

Présidentielle au Burundi : le candidat contesté et ses concurrents

RFI, 11-05-2015 Burundi : qui sont les candidats face au président Pierre Nkurunziza ? Au Burundi, le débat des candidatures pour la présidentielle de juin prochain est officiellement clos depuis samedi. Huit candidats sont en lice, dont le président Pierre Nkurunziza qui entend briguer un troisième mandat malgré la contestation. Des candidatures qui devront être validées par la commission électorale. Celui qui devrait être le principal adversaire de Pierre Nkurunziza dans cette course à la magistrature suprême a déposé son dossier de candidature hier, samedi. Il s'agit d'Agathon Rwasa, le chef historique de l'ex-rébellion FNL (Front national pour la libération).

Privé de son parti, il se présente en candidat indépendant d'une coalition appelée les Indépendants de l'espoir, dont font partie Charles Nditije et l'Uprona, non reconnu par le gouvernement. L'ex-rébellion hutu et l'ancien parti au pouvoir tutsi qui se sont longtemps combattus espèrent en marchant main dans la main faire barrage au CNDD-FDD et au chef de l'État burundais. Hier, le convoi d'Agathon Rwasa a croisé devant le siège de la commission électorale celui de son rival Jacques Bigirimana, président de l'aile FNL reconnue par le gouvernement. Gerald Nduwayo de l'aile gauche de l'Uprona avait lui déposé sa candidature la veille. Deux des quatre anciens présidents encore en vie sont également dans la course : Domitien Ndayizeye, l'un des chefs d'État de la transition, au pouvoir de 2003 à 2005, et Sylvestre Ntibantunganya, figure très respectée, qui a été président de 1994 à 1996, une époque pourtant tourmentée de l'histoire du pays. Autre figure de la vie burundaise, Jean Minani, le président du Frodebu Nyakuri qui a été élu par deux fois président de l'Assemblée nationale. Jean de Dieu Mutabazi est peut-être le candidat le moins connu. Il est à la tête d'une coalition appelée Coalition des partis politiques pour une opposition participative (COPA), considérée comme plutôt proche du gouvernement.